

A VOIX autre

SEPTEMBRE 2005 > N°1 > GRATUIT > “SOYEZ RÉSOLUS DE NE PLUS SERVIR, ET VOUS VOILÀ LIBRES” [ETIENNE DE LA BOÉTIE]

Haute tension financière chez Electrabel

Mercredi 24 août, le conseil d'administration d'Electrabel a donné son feu vert à l'offre publique d'achat (OPA) sur les 49,9 % d'actions de l'électricien belge qui n'appartiennent pas encore au géant français Suez. Mais les communes vendront-elles les 4,65 % de titres qu'elles possèdent, ce qui rapporterait 1 milliard d'euros ? Leur décision devrait tomber ce mois-ci.

De manière générale, cette OPA est choquante : les centrales, les câbles et les pylônes ont été payés avec nos impôts ! Les centrales nucléaires sont par ailleurs amorties et vont rapporter cash... Sans parler des 4 milliards d'euros de provision, réalisée avec l'argent des consommateurs et destinée à couvrir la fermeture et le démantèlement des centrales gérées par Electrabel : le gouvernement a le devoir de protéger cette somme. C'est un minimum : le monde politique n'a jamais réagi lors des différentes opérations financières qui, de 1989 à aujourd'hui, ont mené à cette OPA. A cela s'ajoute une kyrielle de points d'interrogation : quelles garanties réelles Suez offre-t-elle de maintenir l'emploi, d'investir en Belgique et d'assurer l'approvisionnement du pays en électricité ? Suez respectera-t-

elle les engagements de service public, assumés par Electrabel ? Qu'en sera-t-il pour les «défavorisés», comme on dit pudiquement ? Trop de questions...

Entre autres pistes, certains comme le vice-Premier ministre Johan Vande Lanotte (SPA) veulent ouvrir le marché à la concurrence afin d'éviter le monopole de Suez sur la production d'électricité belge (qui passe à 80% grâce à l'OPA) et provoquer une baisse des prix. Si, en Flandre, la libéralisation a entraîné une baisse des factures d'électricité d'en moyenne 16 % par rapport aux factures wallonnes, on ne peut que s'inquiéter de cette fuite en avant. Plus le nombre de concurrents augmente, plus la mainmise publique s'éloigne.

En cas de vente des actions, leur réinvestissement dans Suez serait une erreur de taille de la part des communes. Le départ du centre de décision vers la France rend impossible le contrôle de quoi que ce soit. On l'a vu, en 1998, lors de l'acquisition de Cokerill Sambre par Usinor (aujourd'hui Arcelor) : la Région wallonne, avec 3 % de parts, n'a pas pu empêcher l'ac-

tionnaire majoritaire de remettre en question le maintien des sites belges. Si la vente a lieu, d'aucuns évoquent un réinvestissement public important dans la distribution ou le transport de gaz via Fluxys. Mais Suez (présente là aussi) refuse de lâcher son contrôle de Fluxys... Cela présage assez des intentions dominatrices du groupe financier français.

Vendre ou non : situation difficile, tendue... situation provoquée par l'imprévoyance du monde politique. Ces diverses incertitudes, liées aux règles capitalistes, soulignent une nécessité : parmi tant d'autres ressources vitales pour les habitants et l'économie, l'électricité doit être un secteur public, contrôlé et géré par les citoyens, en accès libre et raisonné. Nous exigeons, au minimum, une baisse du prix de l'électricité, puisque les centrales nucléaires sont amorties. Et d'ici à ce que l'on sorte de l'ère du nucléaire, nous exigeons que les projets d'énergie verte soient financés notamment avec l'argent dégagé lors de la vente des actions Electrabel détenues par les communes, si elle a lieu. [Hertje]

Londres sous les bombes

Le 7 juillet dernier, des bombes explosaient dans le centre de Londres, blessant, mutilant et tuant. Deux semaines plus tard, de nouveaux attentats, mais de plus faible intensité cette fois, se produisaient ne faisant heureusement aucune victime directe.

En Grande-Bretagne, les divers mouvements anarchistes (*) ont immédiatement réagi à ces attaques et ont exprimé leur sympathie envers les victimes et leurs proches. Les libertaires ont condamné «*l'usage de la violence contre les gens ordinaires et les auteurs des attentats*». Ils ont souligné que «*les actes terroristes sont en totale contradiction avec la lutte pour une société juste et libre. Nulle part dans le monde, la terreur n'aide les opprimés. Plus encore, la violence perpétrée contre les civils est un outil des Etats*». Comme pour confirmer ces propos, le 22 juillet, Scotland Yard abattait de 7 balles dans la tête le Brésilien Jean Charles de Menezes, au cœur du métro londonien. L'homme ne s'est avéré en rien lié aux attentats des semaines précédentes. Simple bavure ou procédure normale. La police londonienne nous noie d'explications pour nous faire accepter son «*viser pour tuer*». Cette pratique montre le mépris du gouvernement et de ses chiens de garde envers la vie humaine, surtout celle des étrangers. Depuis le 11 septembre 2001, les polices occidentales en profitent pour accroître leurs prérogatives.

Sur le plan intérieur, les réactions sécuritaires de l'Etat britannique alimentent la peur, et n'apaisent pas les tensions intercommunautaires mais, au contraire, les nourrissent. Sur le plan extérieur, les groupes libertaires anglais estiment que «*le gouvernement britannique, dans sa course effrénée au profit et au pouvoir, en envoyant des soldats se battre et mourir en Irak et en Afghanistan, a fait de nous tous une cible potentielle pour les terroristes*».

Pour arrêter les bombes, quelles soient religieuses, étatiques ou capitalistes, les anarchistes luttent pour un monde de coopération et se déclarent «*solidaires de tous ceux et toutes celles qui partout dans le monde, luttent contre l'exploitation et l'oppression, depuis les opposants à l'occupation de l'Irak jusqu'à ceux qui, en Irak-même, s'opposent à la fois aux forces d'occupation et aux islamistes ultra-réactionnaires*».

[I.N.]

* Il s'agit entre autres de : Class War Federation, Colchester Solidarity Group, Anarchist Federation, International of Anarchist Federations Secretariat, West Midlands Anarchists, Burnley Voice, Ipswich Anarchists, Norwich Anarchists, Freedom Newspaper...

L'heure d'Arcelor

Fin juillet, la Région wallonne a vendu 25 % de ses parts dans le groupe sidérurgique Arcelor. Résultat : un apport de 90 millions d'euros. Une seconde vente de 25 autres pour cent est prévue. La discrétion qui a entouré l'opération financière - par respect «*des procédures applicables en la matière pour les sociétés cotées*», selon les termes du ministre wallon de l'Economie, Jean-Claude Marcourt (PS) - cette discrétion n'excuse en rien l'absence de concertation avec les syndicats. La décision unilatérale de vendre est pour le moins surprenante dans un secteur violemment touché par les restructurations. Trop tard pour faire marche arrière... Marcout a annoncé que la manne providentielle serait injectée dans le «*redéploiement économique de la Wallonie*», le fameux plan Marshall. Il est inacceptable que ces moyens financiers servent à alimenter de vagues structures étatiques, quand Charleroi et Liège ont concrètement besoin de nouveaux projets

industriels. La position d'Antonio Di Santo, président des métallos de la FGTB Hainaut-Namur, est claire : «*Nous n'accepterons pas que les 90 millions soient investis dans de petits projets pour faire plaisir à tel ou tel ami politique*». Le bassin liégeois, affecté par la fin de la phase à chaud d'Arcelor avec un des deux hauts fourneaux déjà fermé, doit notamment bénéficier du produit de la vente. C'est une simple question de justice sociale : ce sont les travailleurs qui ont produit la richesse d'Arcelor. Mais il faut voir large, éviter les querelles de bassins : la relance économique n'a rien de social si elle se fait aux dépens d'autres travailleurs. Une des clefs réside (bien sûr) dans le dialogue permanent entre syndicats, y compris au niveau international. Enfin, si les maigres 3 % d'actions de la Région wallonne n'ont pas permis de bloquer les décisions d'Arcelor, ils ont suffi à repousser à 2009 la fin totale du «*chaud*» liégeois. Vendre l'entièreté des parts wallonnes serait très dangereux. Le contrôle public est indispensable. Et le choix de vendre et de réinvestir n'appartient qu'aux travailleurs.

MAROC. A CE JOUR, LA GENDARMERIE de Msemrir n'a toujours pas commencé l'enquête sur l'incendie des locaux du journal libertaire Ici et Maintenant, publié à Ouarzazate. L'incendie, en date du 23 juin, est la dernière tentative d'anti-midation de Brahim Fillali, directeur de la publication. Cette affaire est liée au soutien que le journal a apporté à la grève des mineurs d'Imini. Le bimensuel Ici et Maintenant est engagé dans la défense des droits de l'Homme ; il dénonce la corruption des autorités locales et les violences des policiers envers la population de Tinghir. Diverses organisations anarchistes ainsi que Reporters sans frontières ont interpellé les autorités marocaines pour que cessent ces attaques contre la liberté de la presse.

CHARLEROI. UNE CINQUANTAINE DE CANDIDATS RÉFUGIÉS, africains et russes, ont mené une grève de la faim dans la basilique Saint-Christophe, du 16 au 30 août. Suite à leur action, un moratoire des arrestations a été prévu. Les grévistes se sont opposés à une nouvelle procédure d'expulsion. Début août, un accord entre Fedasil et l'Office des étrangers a été conclu, en vue d'expulser les demandeurs d'asile dont le dossier doit encore être examiné par le Conseil d'Etat. Les candidats réfugiés du Petit Château, à Bruxelles, craignent aussi

cette disposition. De plus, beaucoup d'entre eux redoutent de dormir dans leur centre d'accueil» de peur d'être arrêtés de nuit. Des papiers pour tous ou abolition des papiers ! Arrêt des expulsions !

ITALIE. CASSAGES DE GUEULE, ATTAQUES AU COUTEAU... LES AGRESSIONS FASCISTES se multiplient de Turin à Rome, de Milan à Palerme, de Lucca à Foggia. La dernière, contre des libertaires de Tarente, date du 8 juillet. Elles ont toujours comme cibles les immigrés et les nomades, les lesbiennes et les homosexuels, les communistes et les anarchistes. La Fédération anarchiste italienne (FAI) dénonce l'absence de réaction des autorités et le racisme de la Ligue du Nord. La FAI s'inquiète aussi du climat social et de l'attitude de l'Etat à l'égard des immigrés et des associations politiques de gauche.

ALLEMAGNE. LA COMMISSION EUROPÉENNE A DÉBLOQUÉ 1,5 MILLION D'EUROS pour financer le pain et le lit quotidiens des organisateurs des très catholiques JMJ, qui se sont déroulées à Cologne du 16 au 21 août. Le combat laïc mené contre la référence aux «*racines chrétiennes de l'Europe*» dans le projet de Constitution européenne n'aurait-il servi à rien ? Si l'argent n'a pas d'odeur, l'eau bénite en a bien une : celle de l'eau de Cologne.

RÉGION WALLONNE. LE PLAN MARSHALL, DESTINÉ À RELANCER L'ÉCONOMIE en Wallonie, a été présenté en cette rentrée politique au son des tambours et des médias. Un milliard d'euros, cinq axes d'«*actions prioritaires*» : voilà une communication rondement menée. Le gouvernement wallon entend convaincre, d'autant plus que le verdict des élections communales approche... L'amélioration de l'enseignement, qui participe à l'émancipation sociale que nous espérons, figure dans les objectifs affichés. Pourtant, ce mois-ci, la Communauté française a licencié et déplacé de nombreux professeurs, ce qui nuit à la stabilité des écoles. Le gouvernement souffre de schizophrénie. Les autres propositions soutiennent la création de pôles de compétitivité par le partenariat d'entreprises. Elles allègent aussi la fiscalité qui «*limite les investissements*». Le Parti socialiste défend une politique ouvertement libérale, toujours plus engagée sur la voie du blairisme. Et soutient la concurrence entre travailleurs au niveau international. Pour Bernard Wesphael, chef du groupe Ecolo au Parlement wallon, «*on voit dans quel sens vont certaines mesures : préavis limité dans le temps offrant ainsi la possibilité aux entreprises de licencier plus facilement, réduction des normes environnementales à leur plus simple expression*». Nous n'aurons que ce nous prendrons !

Dans une optique pluraliste et indépendante, informer sur l'extrême droite et ses agissements. Un beau plat de RésistanceS.

Étudiants en mal de documentation, journalistes en quête d'informations, militants, citoyens... Tous ont un jour tapé le nom d'un mandataire politique d'extrême droite, d'un parti, d'un groupuscule ou d'une secte sur un moteur de recherche. Et, par ce biais, ont inmanquablement découvert le site www.resistances.be. Une

véritable mine d'or pour ceux qu'intéresse la lutte antifasciste. Pourtant, RésistanceS, ce n'est au fond qu'une poignée de militants. Enseignants, juristes, employés, étudiants, tous se sont regroupés autour d'un militant antifasciste de longue date : Manuel Abramowicz. Depuis 1997, ce dernier anime ce qui a

d'abord été une revue papier, avant de se mettre à l'heure de l'information pour devenir un site internet. Ensemble, régulièrement, ils se retrouvent autour d'une table. Au menu, outre ce qui orne traditionnellement toute tablée de vieux copains, un ordre du jour. Des articles à écrire, des recherches à faire,

des actions à mener. Chacun amène ses idées, ses envies, ses compétences. Sans doute est-ce cet enthousiasme, ce dynamisme, tout autant que l'indéniable masse de connaissances accumulées par Manu Abramowicz et ses comparses au fil des ans, que le CREP a voulu récompenser en leur

décernant cette année (le 26 août) le prix Condorcet-Aron, dans la catégorie «associations». A leurs côtés ce jour-là, récompensés eux aussi pour leur action démocratique, Maxime Steinberg, Mark Spruyt, Jean-Claude Defossé, Simone Veil et Taslima Nasreen... Un beau plat de RésistanceS. [Nadia Geerts]

L'Arme de crocodiles & co.

Soixante ans après les explosions d'Hiroshima et de Nagasaki, l'Iran est soupçonné de préparer sa bombe. Retour sur la question.

Au mois de mai dernier a eu lieu à New-York la conférence de révision du Traité de Non-Prolifération nucléaire (TNP), traité qui doit empêcher le développement et la diffusion des armes nucléaires. Les Etats disposant de ce type d'arme, Etats-Unis en tête, ont tout fait pour éviter que leur obligation de désarmement soit placée à l'ordre du jour. La plupart des pays accordent une grande importance à l'obligation de désarmement nucléaire, mais les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN voulaient avant tout placer le danger de la prolifération à l'ordre du jour. Ainsi, la conférence s'est embourbée dans les intérêts nationaux contradictoires et n'a pas engendré le moindre résultat positif.

Dans le cadre du TNP, d'application depuis 1970, les Etats possédant l'arme nucléaire se sont engagés à travailler au désarmement. En échange, les autres Etats ont accepté de ne pas développer d'armes nucléaires. Pourtant, jusqu'à présent, aucun des Etats nucléaires ne s'est engagé sérieusement sur la voie du désarmement. Les Etats-Unis travaillent même au

développement d'une nouvelle génération d'armes nucléaires. Au lieu du désarmement, l'actualité nous montre des menaces d'interventions militaires pour conserver le monopole nucléaire, ce qui pousse différents Etats non détenteurs de l'arme nucléaire à envisager de s'en doter à leur tour, ou en tout cas à affirmer haut et fort qu'ils sont capables de se la procurer.

Comme l'a dit Mohammed El Baradei, secrétaire-général de l'Agence internationale pour l'énergie atomique, «*Nous arrivons à un moment décisif. Soit nous nous engageons activement à travailler au désarmement nucléaire, soit nous nous résignons au fait que d'autres pays parviennent à un nouvel équilibre beaucoup plus dangereux par le biais de la prolifération.*» Malheureusement, le sommet des ministres de la Défense de l'OTAN du 9 juin dernier a à nouveau confirmé la doctrine nucléaire de l'Alliance atlantique, responsable des armes nucléaires américaines présentes sur le sol européen, notamment en Belgique.

La présence de ces armes en Europe est un obstacle à la poursuite du désarmement et nuit à la crédibilité d'une politique de non-prolifération. La Russie est prête à

discuter de la réduction de son arsenal d'armes nucléaires tactiques, mais uniquement à condition que tous les Etats nucléaires gardent leurs armes sur leur propre territoire, une référence claire à l'arsenal nucléaire américain en Europe. En outre, les plaidoyers européens en faveur de la non-prolifération, assortis des menaces américaines, manquent de crédibilité tant que des pays européens abritent des armes nucléaires. De nombreux pays considèrent ces armes non seulement comme une violation du TNP, mais également comme une menace réelle étant donné que la doctrine militaire américaine permet l'utilisation d'armes nucléaires contre des Etats non nucléaires.

Alors que le club des pays détenteurs de l'arme nucléaire menace de s'élargir encore, les mouvements et campagnes d'action contre cette arme sont à la recherche de stratégies alternatives, avec un objectif clair : augmenter la pression sur les gouvernements afin qu'ils abordent enfin sérieusement la question du retrait d'Europe des armes nucléaires américaines, premier pas vers le désarmement et condition indispensable à un maintien du régime de non-prolifération.

[Fabien Rondal. Bomspotting]

Abattre le Mur de séparation

La décolonisation de la bande Gaza au cours du mois d'août est un pas vers la paix, ce qui nous réjouit. Mais la construction du Mur de séparation dans les territoires palestiniens par l'Etat israélien annonce, elle, de nouvelles tensions. Le Mur a d'ailleurs été déclaré illégal le 9 juillet 2004 par la Cour internationale de Justice. Il confisque des terres. Il entrave la libre circulation des populations et viole de fait le droit au travail, à l'enseignement et à la santé. De plus, le Mur hypothèque le droit à l'autodétermination du peuple palestinien. A Tel-Aviv, les Anarchistes Contre le Mur veulent «faire tomber les divisions nationales et résister aux forces militaires responsables d'un massacre

mutuel sans fin.» Dans l'agenda bien rempli de ces anarchistes, en date du 2 juillet : le renouvellement et le nettoyage d'un ancien aqueduc dans le village palestinien de Silwan, à Jérusalem-Est. Les anarchistes de Tel-Aviv veulent l'abolition des frontières : la paix passe par la réconciliation entre Israéliens et Palestiniens et non pas par leur séparation. "Deux Etats pour deux peuples, c'est deux Etats de trop !", disent-ils. Et ils ajoutent : «Aussi longtemps qu'il existe des Etats et que le système capitaliste perdure, toute amélioration ne sera que partielle et toujours menacée.» La paix passe aussi par l'égalité économique et sociale. A bas tous les murs ! [Olivier]

L'insalubrité a tué

Les 26 et 30 août, 24 Africains en situation précaire sont décédés dans deux incendies d'immeubles insalubres, à Paris. Suite à ces tragédies, une manifestation s'est déroulée ce 3 septembre, à l'appel des anarcho-syndicalistes de la CNT (Confédération nationale du travail). «*Ces drames illustrent une nouvelle fois le manque de logements sociaux à Paris et le mépris pour les populations immigrées*», a souligné la Fédération anarchiste. Quant aux autorités de la Ville comme de l'Etat, elles se rejettent la faute : «*Ils se veulent décideurs, mais pas responsables*», remarque la CNT. Au lendemain de l'incendie du 26 août, Alternative libertaire de Paris-Sud a martelé que «*ni l'incendie d'avril dernier à Paris (24 morts) ni la dernière flambée des loyers n'ont influé sur les politiques menées en matière de logement : le gouvernement, les mairies et les sociétés privées se contentent de se renvoyer les responsabilités.*» Alternative

libertaire, chiffres de l'INSEE en main, rappelle qu'en 2004 il y avait «*plus de 1,8 millions de logements vacants en France, pour 2 millions de personnes mal-logées. Le calcul serait simple, s'il n'était pas parasité par la spéculation et les discriminations.*» La Fédération anarchiste observe le même problème dans d'autres grandes villes françaises : «*Cette spéculation a pour effet de chasser les bas et moyens revenus en périphérie des grandes métropoles*» et donc de «*rendre les grands centres urbains propres et vendables.*» Face à cette situation ancienne, la CNT lutte «*au côté des sans-papiers, des précaires et des sans-logis, pour que des choix politiques et sociaux soient pris.*». «*Des conditions de vie dignes et sûres, ce n'est pas compliqué, c'est un simple choix de société. Il implique la volonté de l'égalité et l'arrêt de l'exploitation des populations du monde. La question est celle de la répartition égalitaire des richesses.*» Et Alternative libertaire va continuer «*la lutte pour l'application de la loi de réquisition des logements vides et le droit à un logement décent pour tous.*» [Gary]

A l'encre rouge et noire

«Pour accéder à la «Maison-des-hommes», il faut montrer des signes de différenciation par rapport aux femmes. La construction et l'apprentissage des codes virils et de la violence (contre soi, contre d'autres hommes, contre les femmes) s'opère en opposition hiérarchique avec le féminin. [...] On apprend à être femme en intégrant des valeurs dominées (par les jouets, les livres, les pubs, la classe de l'école, les vestiaires de sports, la grammaire, la loi, etc.) ; on devient femme en devenant dominée. On apprend à être homme en intégrant des valeurs dominantes ; on devient homme en devenant dominant. Masculin et féminin sont des productions différenciées et hiérarchiques issues d'un seul système qui génère du différent au sein d'un ensemble homogène : tout cela constitue le système du genre.»

Presse libertaire d'ici et de là

A VOIX AUTRE. Pour infos ou remarques : avoixautre@no-log.org
LE MONDE LIBERTAIRE, hebdomadaire de la Fédération anarchiste. www.federation-anarchiste.org/ml ou 145 rue Amelot à 75011 Paris | OFFENSIVE, trimestriel d'Offensive libertaire et sociale. <http://offensive.samizdat.net> ou 61 rue Consolat à 13001 Marseille | CQFD, mensuel. www.cequillfautdetruire.org ou BP 70054 à 13192 Marseille | NO PASARAN, mensuel du réseau No Pasaran. <http://nopasaran.samizdat.net> ou 21ter rue Voltaire à 75011 Paris | DE NAR, mensuel néerlandophone. www.denar.be ou p/a 27 Patriottenstaat à 2600 Berchem | Ces journaux sont disponibles notamment à la LIBRAIRIE ADEN. Un exemplaire gratuit du *Monde libertaire* et d'A voix autre vous seront envoyés sur simple demande.
RADIO LIBERTAIRE. Sur <http://dune2.info:5000/radiolib.m3u>

En mouvement(s)

STOP AUX ARMES NUCLÉAIRES : le 8 juillet 1996, le Tribunal International de La Haye a déclaré que la menace d'utilisation et l'utilisation d'armes nucléaires sont illégales. La campagne Bombe-spotting souhaite amener le gouvernement belge à ouvrir le débat. Les centaines de bombe-spotters pénètrent, en Belgique, dans les différents endroits liés à l'utilisation des armes nucléaires (l'OTAN à Bruxelles, le SHAPE à Mons, la base militaire de Kleine Brogel) et y mènent une inspection civile. De manière strictement non violente, évidemment ! Adressez-vous au 35 rue Van Elewyck à 1050 Bruxelles ou consultez www.bomspotting.be

RENCONTRER DES ANARCHISTES. A BRUXELLES : au Collectif les Foulons, c/o Garcia Lorca 47-49 rue des Foulons à 1000 Bruxelles, M° Annessens. Ce collectif regroupe le Centre libertaire et le groupe Ici et Maintenant de la Fédération anarchiste. Pour l'agenda des activités et les adresses en région bruxelloise, EN WALLONIE ET EN FLANDRE : consultez le portail www.anarchie.be.